

MAIRIE D'AIGURANDE  
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE  
1 place de la Promenade  
36140 AIGURANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION du CCAS d'AIGURANDE

*Délibération n° 20231109-001*

Nombre de membres en exercice :	11
Nombre de membres présents :	08
Nombre de pouvoirs :	00
Nombre de suffrages exprimés :	08
Date de convocation :	29 août 2023

L'an deux mil vingt-trois, le onze septembre, à 17 H la Commission Administrative du Centre Communal d'Action Sociale, s'est réunie au lieu habituel de ses séances, salle de la Mairie, sous la présidence de Mme Virginie ELION, Présidente et après convocations régulièrement faites à domiciles.

Étaient présents : Mme ELION Virginie, Mme ALAPETITE Aurélie, Mme GIRAUDET Marie-Laure, Mme LAMOT Annie, Mme DARCHY Pierrette, Mme LAURIEN Sylvie, Mme YVERNAULT Rolande, Mme MICAT Josiane,

Excusée : Mme TOUCHET Micheline

Absents : Mme MAITRE Jacqueline, M. SOHIER Louis

Secrétaire de séance : Mme Sylvie LAURIEN

**MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024**

*1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel*

En application de l'article 106 III de la loi n °2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et

Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le CCAS à compter du 1er janvier 2024.

La M57 prévoit que les communes de moins de 3 500 habitants peuvent appliquer la M57 abrégée. La commune peut décider d'opter pour la M57 développée pour avoir des comptes plus détaillés. Toutefois les obligations budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants ne s'appliqueront pas.

Le CCAS d'Aigurande opte pour la M57 Développée

## ***2 - Application de la fongibilité des crédits***

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Ceci étant exposé, il est demandé aux membres présents de la commission administrative du CCAS de bien vouloir :

**Article 1** : adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le CCAS de la Ville de Aigurande, à compter du 1er janvier 2024.

Le CCAS opte pour le recours à la nomenclature M57 développée.

**Article 2** : conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1er janvier 2024.

**Article 3** : autoriser le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

**Article 4** : autoriser le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant

l'application de la présente délibération.

Vu l'avis favorable du comptable,

Après en avoir délibéré, la Commission administrative du CCAS, à l'unanimité

- **APPROUVE** la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, telle que présentée ci-dessus,

**POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

La secrétaire de séance

Sylvie LAURIEN

**Centre Communal  
d'Action Sociale  
d'AIGURANDE 36140**

La Présidente,

Virginie ELION

1999-2000  
2000-2001  
2001-2002